



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.42/2007/4
30 mars 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'EUROPE**

COMMISSION DE STATISTIQUE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Réunion d'experts sur les registres des activités
industrielles et commerciales

Dixième réunion

Genève, 18 et 19 juin 2007

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**MONDIALISATION ET STATISTIQUES DES ENTREPRISES: EXPÉRIENCE
ACQUISE DANS L'ÉLABORATION DE DONNÉES SUR LES GROUPES
D'ENTREPRISES, Y COMPRIS LES TRAVAUX RELATIFS
AUX ENTREPRISES MULTINATIONALES (EMN) ET À
L'ÉTABLISSEMENT DE PROFILS**

**PROJET DE REGISTRE EUROGROUPS – FEUILLE DE ROUTE
POUR L'AVENIR**

Document présenté par Eurostat

La réunion est organisée conjointement avec l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Résumé

Le présent document a été élaboré à la demande du Groupe directeur sur les registres des activités industrielles et commerciales, en vue de sa présentation et de son examen lors de la Réunion d'experts conjointe CEE/Eurostat/OCDE, qui se tiendra à Genève les 18 et 19 juin. Il rend compte de l'état d'avancement du projet d'Eurostat consacré au répertoire européen des groupes d'entreprises multinationales, des principaux résultats du projet pilote mené en 2006 et des mesures à prendre pour veiller à mettre en œuvre, sans tarder et de manière sûre, le répertoire EuroGroups (EGR).

Ce document doit servir de base pour l'examen approfondi des besoins statistiques en rapport avec la mondialisation, en mettant en relief la nécessité de disposer de données sur les groupes d'entreprises pour garantir la qualité des statistiques dans les cas où les liens financiers entre entreprises implantées dans différents pays jouent un rôle important.

I. INTRODUCTION

Rappel des faits

1. La Commission de statistique et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, de même que la Conférence des statisticiens européens dans son rapport sur sa cinquante-troisième réunion plénière (Genève, 13-15 juin 2005) ont décidé, conformément au document CES/2005/WP.3, qu'il faudrait mettre un terme à l'étude sur les EMN sous sa forme actuelle; et ont prié le Bureau de décider quelle était la meilleure démarche à adopter pour poursuivre les travaux dans d'autres instances, dont font partie des membres de la CEE n'appartenant pas à l'Union européenne, et de trouver les moyens de tenir les pays non membres de l'Union européenne pleinement informés des travaux entrepris dans le cadre du projet d'Eurostat relatif au répertoire européen des groupes d'entreprises. Le présent document fait état de l'avancement dudit projet, des principaux résultats du projet pilote mené en 2006 et des mesures à prendre pour mettre en œuvre, sans tarder et de manière sûre, le répertoire EuroGroups (EGR).

2. Le Programme statistique communautaire pour 2008-2012 prévoit la mise en œuvre d'un répertoire statistique communautaire, appelé «EGR», sur les entreprises multinationales (ci-après dénommées «EMN») et les unités qui les composent. Le nouveau règlement établissant un cadre commun pour le développement de répertoires d'entreprises constituera la base juridique de l'EGR. Il va prochainement être adopté par le Parlement européen et le Conseil.

Contexte politique

3. Un grand nombre de statistiques de l'Union européenne sur la mondialisation ont été ou sont actuellement réglementées (statistiques sur les filiales étrangères, la balance des paiements, le commerce extérieur, etc.). Pour établir ces statistiques, il est soit indispensable, soit primordial de disposer d'informations sur les EMN, et les données relatives aux groupes d'entreprises doivent être rassemblées au niveau européen. Les données sur les groupes en question sont nécessaires pour garantir la qualité des statistiques, dans les cas où les liens financiers entre entreprises implantées dans différents pays jouent un rôle important, par exemple lorsqu'il s'agit de données sur la productivité. Tout en respectant les restrictions qu'impose le souci de préserver la confidentialité, les données relatives aux groupes d'entreprises peuvent également servir de source directe de statistiques sur la population des EMN, les événements démographiques qui les concernent, le volume et la part des effectifs, la concentration économique et les indices.

Principale démarche

4. L'EGR sera conçu comme indiqué ci-après:

a) Eurostat recueillera et regroupera des informations de sources privées sur la structure et les caractéristiques des EMN exerçant leur activité en Europe;

b) Ces informations seront envoyées aux États membres, qui les complèteront et les vérifieront en les comparant aux données qui figurent dans leurs répertoires statistiques nationaux d'entreprises, et renverront les fichiers actualisés à Eurostat;

c) Eurostat rassemblera les données se rapportant aux groupes d'entreprises en vue de leur utilisation aux niveaux européen et national.

Étapes suivantes

5. Pour assurer la continuité du projet EGR, Eurostat a engagé les mesures suivantes:

a) L'élaboration du projet de règlement de la Commission sur l'échange obligatoire de données entre Eurostat et les instituts nationaux de statistique (INS) a débuté;

b) Les chapitres du manuel de recommandations sur les registres des entreprises qui concernent l'EGR sont en cours d'élaboration et le texte des projets de chapitres sera disponible en décembre 2007;

c) La collecte de données de source privée et le développement des technologies de l'information qu'exige l'EGR sont en cours, l'achèvement des premières phases de ces activités étant prévu pour octobre 2007 et mars 2008;

d) L'équipe spéciale proposée sera mise en place en vue de coordonner et de soutenir la contribution des INS au projet EGR à l'automne 2007.

6. La portée de l'EGR sera progressivement élargie: des 600 EMN initialement intégrées au pilote, on passera à un chiffre de 1 000 EMN en 2007, l'objectif visé étant de 10 000 EMN en 2008. L'élargissement du répertoire à l'ensemble de la population des EMN est prévu dans le nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises, mais auparavant les besoins spécifiques des parties prenantes aux échelons européen et national devront être étudiés de plus près.

A. Renseignements d'ordre général

7. Le nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises va prochainement être adopté par le Parlement européen et le Conseil. Il remplace le règlement de 1993 et tient compte des exigences nouvelles. L'image morcelée que les États membres de l'UE ont actuellement des EMN présentes sur le marché européen soulève des problèmes d'harmonisation croissants pour ce qui est de plusieurs statistiques affectées par la mondialisation. Les INS disposent souvent de données sur les plus grands groupes dont toutes les unités ont le statut de résident mais pour les EMN les informations qu'ils possèdent sont principalement limitées aux liens entre unités résidentes (groupes d'entreprises tronqués). Les données sur les relations de contrôle direct ou indirect avec les unités implantées à l'étranger sont souvent incomplètes et incompatibles entre elles lorsqu'elles se rapportent à des unités établies dans différents pays.

8. Le nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises fait obligation de transmettre les données individuelles sur les EMN et les unités qui les constituent à Eurostat ainsi que d'assurer un retour de l'information harmonisée aux 27 États membres de l'UE et aux quatre pays membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), si ceux-ci choisissent de participer au projet. Cet échange de données nécessite la création d'un répertoire communautaire des EMN, baptisé «EGR».

9. L'enregistrement des EMN exige une solide coordination à l'échelon européen. L'EGR est un élément clef de l'infrastructure nécessaire pour recueillir des données sur la mondialisation,

comme indiqué dans la section H. Puisque l'EGR contiendra des données de base sur les EMN actives sur le territoire de l'Union européenne et sur les unités qui les composent, des informations nouvelles sur la démographie du groupe et de l'entreprise pourront en être extraites.

10. L'EGR appelle une forte volonté politique, sans laquelle on ne pourra atteindre qu'une partie des objectifs recherchés par ce projet. La démarche progressive décrite ci-après s'impose dans la phase de mise en place de l'EGR mais, en définitive, le répertoire devrait s'étendre à toutes les EMN menant des activités en Europe. Si l'on ne prenait en compte que les groupes les plus importants ou si l'on n'obtenait que peu d'informations pour certains pays, l'utilité pratique et la qualité de l'EGR s'en trouveraient sensiblement réduites tant au niveau européen que national.

B. Principaux résultats du projet pilote

11. Le projet pilote de l'EGR s'est achevé à la fin de 2006 et comprenait une étude de faisabilité sur la création et la tenue à jour de l'EGR à Eurostat. Les principaux résultats disponibles sont énumérés ci-après:

a) L'actuel EGR contient des informations sur 600 EMN, dont l'une au moins des unités constitutives (l'ensemble de ces groupes d'entreprises représentant environ 80 000 unités au total) est implantée sur le territoire de l'UE et est reliée à la tête du groupe* mondial, qu'elle se situe à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE, par des relations de contrôle direct ou indirect suivies par les INS de quatre pays (Pays-Bas, Allemagne, Hongrie et Royaume-Uni);

b) Un mécanisme d'échange d'informations entre l'EGR central et les INS des quatre pays en question permet à ceux-ci de compléter leurs répertoires nationaux d'entreprises en y intégrant des données pertinentes relatives aux EMN actives sur leur territoire;

c) Grâce à l'EGR, on pourra améliorer les informations recueillies par les INS sur les relations de contrôle et de propriété des sociétés et avoir ainsi une bonne idée des EMN actives au sein de l'UE;

d) L'EGR, tel qu'il a été conçu, est adapté à l'échange de données confidentielles via le système eDAMIS (Electronic Dataflow Administration and Management Information System) destiné à assurer la transmission sécurisée de données entre Eurostat et les États membres (dans les deux sens);

e) L'EGR a été intégré dans l'environnement informatique d'Eurostat;

f) Les essais correspondants de l'application EGR ont démontré qu'il était possible d'effectuer toutes les opérations nécessaires, par exemple le chargement, la transformation, la validation et la synthèse des données (échange limité de données avec un INS inclus) en obtenant des résultats satisfaisants;

* Note du traducteur: l'expression «tête du groupe» est reprise du règlement sur les répertoires d'entreprises.

g) Une documentation complète sur l'EGR est disponible, par exemple une description des modes de fonctionnement, de la conception du système, du modèle méthodologique de données et de la structure des données, ainsi qu'un manuel de l'utilisateur et une documentation sur les méthodes;

h) Le processus de mise en correspondance des unités juridiques issues de différentes sources privées peut être automatisé dans les cas où les codes d'identification nationaux, employés dans les registres fiscaux ou d'autres sources administratives, sont à la disposition des sources privées et des INS, ce qui réduirait sensiblement le recours à du personnel administratif;

i) La comparaison de données provenant de différentes sources a mis en lumière des différences entre informations se rapportant au même groupe d'entreprises. L'usage exclusif de données émanant d'une seule source privée risquerait de donner une idée incomplète des groupes d'entreprises au niveau européen, voire au niveau mondial.

C. Mesures prises en 2007

12. Pour assurer la continuité du projet EGR et faire en sorte qu'il soit rapidement mis en œuvre aux niveaux européen et national, Eurostat a engagé les mesures décrites ci-après.

1. Règlement de la Commission

13. Le nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises porte sur l'échange de données confidentielles concernant les EMN entre Eurostat et les États membres exclusivement à des fins statistiques. Par conséquent, la Commission se doit d'adopter un règlement d'application régissant précisément la transmission des données. Cette base juridique consiste à définir l'objet, la portée, le format, les mécanismes de sécurité et les mesures visant à assurer la confidentialité des données, de même que les modalités d'échange des données. Un premier avant-projet de règlement de la Commission en vue d'un échange obligatoire de données entre les INS et Eurostat a été examiné au sein du Groupe de travail chargé des répertoires d'entreprises et des unités statistiques en novembre-décembre 2006. Il a été convenu d'entreprendre des travaux préparatoires sur la base de l'ébauche mise au point à Eurostat et d'étudier le projet plus en détail au sein de l'Équipe spéciale durant le troisième trimestre de 2007.

14. Il faut d'abord que le règlement de la Commission entre en vigueur pour que la plupart des États membres puissent communiquer leurs données à Eurostat. Jusqu'alors, la communication de leurs données restera facultative. Afin d'obtenir l'adhésion des États membres au règlement de la Commission, il conviendra de préciser exactement le degré de confidentialité de chaque élément d'information à transmettre. Le nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises ouvre également la possibilité d'établir une dérogation d'une durée de cinq ans concernant les caractéristiques des groupes d'entreprises. Eu égard à l'importance de l'EGR, on se doit néanmoins de limiter autant que possible la durée des dérogations.

2. Manuel de recommandations

15. Bien que l'EGR nécessite un manuel distinct, l'actuel manuel de recommandations relatif aux répertoires d'entreprises doit être mis à jour et complété à la lumière du nouveau règlement et de l'expérience dégagée du projet pilote. Les variables concernant les unités juridiques et les

groupes d'entreprises, leurs définitions, les indicateurs de substitution utilisés, etc., doivent être les mêmes dans le manuel et dans l'EGR, tout comme les responsabilités ayant trait à la mise à jour de l'information sur le groupe d'entreprises, ses différentes composantes et sa continuité. La création de l'EGR pourrait également exiger une actualisation fréquente du manuel.

3. Collecte de données

16. L'objectif recherché consiste à obtenir des informations de sources privées sur la structure des EMN exerçant leurs activités en Europe afin de compléter les données déjà disponibles dans les répertoires statistiques nationaux d'entreprises des États membres. Il est prévu d'acquérir des fichiers avec comme date de référence le 31 décembre 2006. Le choix des données doit prendre en compte les groupes les plus importants en termes d'effectifs dans les 27 États membres de l'UE (y compris les plus petits pays) en se limitant à un seul fournisseur de données dans un premier temps (à des fins expérimentales; l'expérience étant élargie à plusieurs sources de données durant la phase suivante). L'information à fournir devrait couvrir les 1 000 principales EMN, dont la tête du groupe se situe, pour la majorité d'entre elles, dans un pays de l'Union européenne.

17. Les données obtenues porteront sur les unités constitutives des EMN et leurs caractéristiques, ainsi que sur les relations de contrôle et de propriété de la société. En outre, les données communiquées doivent être exploitables au moyen de l'application EGR du projet pilote mentionné dans la section B. En plus des informations fournies, le soumissionnaire évoquera les possibilités d'étendre la portée des données au-delà de ce qui est demandé dans l'appel d'offre. Il livrera quelques statistiques sur la concentration des EMN dans l'Union européenne (part de la valeur ajoutée totale ou de l'emploi total que représentent les groupes les plus importants) et à l'échelle mondiale.

4. Mise au point d'outils informatiques

18. Les mesures à prendre dans ce domaine consisteront à améliorer, élargir et étoffer les procédures disponibles dans le logiciel central de l'EGR en tant qu'application Web et à ajouter une interface utilisateur destinée à la fois à Eurostat et aux INS. Cet élargissement du logiciel devrait servir de point de départ à tous les États membres de l'UE, pour leur propre répertoire d'entreprises et leur système statistique national. Les produits et le savoir-faire du projet pilote devraient être recyclés au maximum pour garantir la continuité de l'ensemble du projet EGR. Le deuxième objectif consiste à instaurer un échange structuré et normalisé de données entre l'EGR central et l'environnement informatique des INS pour permettre à ceux-ci d'analyser le contenu du répertoire central et de mettre leurs données nationales en correspondance avec les extraits de l'EGR.

D. Tâches communes

19. Les résultats du projet pilote concernant l'EGR ont montré de manière convaincante que la création et la gestion de l'EGR devaient être considérées comme une tâche commune d'Eurostat et des États membres. Les mesures engagées par Eurostat sont censées encourager un démarrage rapide des tâches communes qu'exige l'EGR. En attendant l'entrée en vigueur du règlement d'application de la Commission, les INS pourront procéder volontairement à un échange de données avec Eurostat. L'idée de départ consiste à faire en sorte que les INS améliorent et

complètent les informations disponibles sur les unités d'un groupe d'entreprises implantées sur leur territoire. Ensuite, Eurostat regroupera ces données améliorées au niveau européen dans l'EGR et renverra aux INS les informations de retour répondant à leurs besoins nationaux. À l'heure actuelle, les INS sont appelés à contribuer de deux manières différentes à l'EGR:

a) En recevant les données synthétiques de l'EGR issues de la première collecte d'Eurostat auprès de sources privées et en renvoyant les données vérifiées ainsi que des avis sur la qualité des données à Eurostat (après mise en correspondance des données reçues sur la base des codes d'identification ou des noms et adresses; ajout des données manquantes et rectification des données erronées);

b) En participant à la mise en place d'un mode structuré de communication des données via XML pour les INS et Eurostat.

20. La responsabilité de coordonner ces contributions, de même que les futures tâches communes pour le projet EGR (par exemple l'élaboration d'un projet de règlement de la Commission concernant l'échange de données entre Eurostat et les INS ou la gestion de la coopération avec les parties prenantes) sera confiée à un groupe directeur, en l'occurrence une équipe spéciale chargée de l'EGR. L'équipe spéciale sera composée de spécialistes nationaux et européens des groupes d'entreprises multinationales qui s'attacheront à améliorer en commun la qualité de l'EGR en fonction des besoins des parties prenantes aux niveaux national et européen. Eurostat a défini clairement l'objectif de cette équipe spéciale et sollicité des États membres une contribution technique substantielle à l'EGR. Un tiers des INS ont fait savoir qu'ils étaient disposés à prêter leur concours aux travaux de l'équipe spéciale, ce qui permettra de constituer un groupe axé sur l'obtention de résultats concrets.

E. Calendrier pour 2007 et 2008

21. Pour assurer la continuité du projet EGR, les prochaines étapes clefs d'Eurostat seront les suivantes:

Eurostat	
Mars 2007-oct. 2007	Première collecte de données de source privée (auprès d'un seul fournisseur de données)
Mars 2007-déc. 2007	Élargissement de la technologie informatique (première partie) de l'EGR à Eurostat et aux 27 INS
Oct. 2007	Réunion de l'Équipe spéciale avec des représentants de la Commission et des États membres dans le but de coordonner le développement ultérieur de l'EGR et d'en améliorer la qualité
Oct. 2007	Présentation de l'avant-projet de règlement de la Commission qui régira l'échange de données entre Eurostat et les États membres de l'UE
Oct. 2007-mai 2008	Deuxième collecte de données (auprès de plusieurs fournisseurs de données)
Déc. 2007	Publication en anglais de projets de chapitres actualisés du manuel de recommandations

Déc. 2007-févr. 2008	Évaluation des résultats de la première collecte de données et de l'élargissement de la technologie informatique (première partie)
Févr. 2008-mai 2008	Vote, au sein du Comité du programme statistique, sur le règlement de la Commission. Adoption du règlement par la Commission
Janv. 2008-déc. 2008	Élargissement de la technologie informatique (deuxième partie) de l'EGR à Eurostat et aux 27 INS
Déc. 2007-févr. 2009	Évaluation des résultats de la deuxième collecte de données et de l'élargissement de la technologie de l'information (deuxième partie)

22. En dehors des mesures prises par Eurostat, il est essentiel de mobiliser les ressources humaines dans l'ensemble des INS (pour assurer pleinement la mise en œuvre du projet). Les tâches suivantes sont envisagées.

Instituts nationaux de statistique	
À partir d'oct. 2007	Soutien du processus d'élargissement de la technologie informatique de l'EGR au niveau national engagé par Eurostat en collaboration avec l'Équipe spéciale
À partir d'oct. 2007	Amélioration de la qualité des parties nationales et centrales de l'EGR, sous la coordination de l'Équipe spéciale
À partir de 2008	Appui à l'étude de l'intégration des données nationales de l'EGR dans le répertoire national d'entreprises (y compris la mise en correspondance des informations) et dans le système statistique national

F. Questions laissées en suspens au-delà de l'horizon 2008

23. Les questions suivantes doivent être envisagées en vue de l'exécution des travaux au-delà de 2008:

a) Le nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises prévoit la prise en considération de toutes les EMN et aucun seuil d'inclusion n'a été fixé. Dans le cadre de la deuxième collecte de données, qui doit s'achever en 2008, Eurostat vise 10 000 groupes d'entreprises enregistrés dans l'EGR. Ensuite, il faudra procéder à un examen approfondi de la portée du répertoire. À ce stade, il sera essentiel d'associer au projet un plus grand nombre de parties prenantes, aux niveaux européen et national, dans le but de définir l'évolution du contenu et de la portée futurs de l'EGR. Cette analyse devrait également tenir compte de l'importance croissante des petites et moyennes EMN, notamment sur le marché intérieur communautaire;

b) Le nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises précise aussi qu'un échange de données peut intervenir entre Eurostat et les banques centrales nationales (BCN) ainsi qu'entre Eurostat et la Banque centrale européenne (BCE). Après l'adoption du premier règlement de la Commission sur l'échange obligatoire de données entre Eurostat et les INS, la mise en place du deuxième règlement de la Commission sur l'échange facultatif de données entre Eurostat, la BCE et les BCN est prévu pour le début de 2009. Il convient d'en préciser les incidences pour toutes les parties intéressées, y compris les INS, qui doivent expressément

autoriser cet échange de données. Le rôle des BCN dans ce contexte doit aussi être clarifié, car l'échange de données issues de répertoires d'entreprises entre les INS et les BCN est permis en vertu du Règlement relatif à la balance des paiements et du nouveau règlement sur les répertoires d'entreprises. D'autres modalités de coopération entre Eurostat et la BCE devraient régir l'échange de données d'expérience en ce qui concerne la constitution du registre EuroGroups, d'une part, et de la base de données centralisée sur les titres de la BCE, d'autre part. La coordination méthodologique entre les deux bases de données, pour ce qui est des définitions utilisées, des variables considérées et de l'identification des unités, a déjà démarré et doit encore être intensifiée.

G. Portée et contenu du registre EuroGroups

24. Après l'élargissement par étapes décrit plus haut, l'objectif final de l'EGR consiste à prendre en compte toutes les EMN dont l'une au moins des unités constitutives est implantée au sein de l'Union européenne ainsi que les unités juridiques qui les composent à l'échelon mondial. Les unités locales sont exclues, sauf s'il s'agit de succursales d'entités juridiques étrangères. Les entreprises ne sont pas enregistrées séparément, de sorte que leurs caractéristiques économiques (code NACE, effectifs, chiffre d'affaires, secteur institutionnel) doivent être enregistrées par unité juridique. Au cours de la phase pilote, cette démarche a bien fonctionné mais son impact sur l'évolution future devra être étudiée plus en détail.

25. Pour définir les groupes d'entreprises, selon la définition indiquée dans le règlement communautaire sur les unités statistiques, on se fonde sur la définition du contrôle d'une société figurant dans le Système européen des comptes nationaux. La notion de détention d'une majorité (plus de 50 %) des actions assorties du droit de vote peut être utilisée comme indicateur à la place du contrôle. En plus des données sur les EMN, on enregistre les informations sur les liens de propriété sous forme de participation minoritaire (entre 10 et 50 % des parts) tant vis-à-vis des actionnaires en amont que des sociétés affiliées en aval, entre l'unité nationale et la première unité étrangère (ne faisant pas partie de la chaîne de contrôle), parce que ces informations sont exploitées dans le cadre des statistiques sur les investissements étrangers directs.

26. L'EGR pourrait en principe englober toutes les unités des EMN et leurs caractéristiques aux termes du règlement sur les répertoires d'entreprises, mais pour des raisons pratiques, ce ne serait pas faisable. L'exclusion des unités et entreprises locales a déjà été évoquée. Toutes les caractéristiques des groupes d'entreprises envisagées dans le règlement sur les répertoires d'entreprises sont prises en compte, de même que la grande majorité des caractéristiques de l'unité juridique/entreprise (à savoir plusieurs caractéristiques ayant trait à l'identification, la démographie, l'économie/la stratification de l'entreprise/Unité, à ses liens avec le groupe, ainsi qu'au contrôle et à la propriété de la société).

27. Un certain nombre d'autres caractéristiques importantes peuvent être obtenues auprès de sources privées. Il s'agit par exemple d'autres identificateurs utilisés, de données regroupées ou non (en fonction des normes comptables internationales IAS, si possible) concernant les salariés, le chiffre d'affaires et les actifs totaux, ainsi que la question de savoir si l'unité considérée est cotée en bourse ou non. D'autres données économiques sont également disponibles et l'EGR prévoit l'ajout de caractéristiques dont l'exploitabilité n'est cependant pas encore bien claire à l'heure actuelle, principalement parce que la quantité d'autres données économiques disponibles dépend de la législation nationale; ainsi, elle varie selon les pays et mériterait une étude plus

approfondie. Par conséquent, il sera essentiel d'associer progressivement d'autres parties prenantes au Groupe directeur à mesure que l'EGR prendra de l'ampleur.

H. Utilisations du registre EuroGroups

28. Dans le cadre du Système statistique européen, les parties prenantes sont les INS et Eurostat. Par ailleurs, un grand nombre de directions générales de la Commission européenne, les BCN, la BCE, l'OCDE et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe utilisent ou produisent des statistiques dans ce domaine.

29. L'EGR servira à des fins statistiques uniquement et a principalement pour objet de faciliter la production de statistiques relatives à la mondialisation, tant au niveau national qu'international. On trouvera ci-après une brève description (non exhaustive) des principaux usages que l'on peut en faire. Ceux-ci ainsi que d'autres utilisations ont été examinés plus en détail lors de la Table ronde sur les bases des enquêtes auprès des entreprises (4^e séance) tenue à Cardiff en 2005 (voir le site Web CIRCA d'Eurostat). Les principales fonctions de l'EGR peuvent donc se résumer comme suit:

- a) Un instrument fondamental (infrastructure) pour l'établissement de plusieurs statistiques nationales sur la mondialisation (à partir de l'information envoyée en retour par Eurostat aux États membres);
- b) Un outil destiné à garantir et améliorer la qualité des statistiques internationales sur la mondialisation. L'amélioration de la qualité des données au niveau national a des répercussions positives sur la qualité des données au niveau européen;
- c) Un instrument visant à accroître l'efficacité des enquêtes en étudiant la constitution de l'échantillon au niveau européen;
- d) Un outil permettant de faire la distinction entre des unités appartenant à des groupes d'entreprises. Un tel outil est nécessaire pour garantir la confidentialité des données et pour distinguer les PME des groupes d'entreprises, tant au niveau national qu'international;
- e) Un moyen de produire certaines estimations statistiques de base approximatives sur la démographie des EMN et de suivre l'évolution du rôle de ces entreprises dans le cadre des économies nationales, européennes et mondiales.

Répertoires d'entreprises

30. L'objectif essentiel consiste à améliorer les répertoires statistiques nationaux d'entreprises en y incorporant des informations (données sur les unités, les relations de contrôle et de propriété et les caractéristiques) relatives aux EMN. Les répertoires d'entreprises sont la cheville ouvrière de l'établissement et de l'harmonisation d'autres statistiques, dans le cadre des travaux consacrés par les INS et par les BCN à la production de statistiques sur la mondialisation.

Statistiques du commerce des filiales étrangères (FATS entrantes et sortantes)

- a) L'EGR est la clef de voûte pour l'établissement de statistiques harmonisées du commerce des filiales étrangères (FATS). Les FATS entrantes sont élaborées essentiellement en

mettant en relation des données issues des statistiques sur la structure des entreprises avec l'EMN dont l'entreprise fait partie. Les FATS sortantes comprennent peu de variables obligatoires (un plus grand nombre de variables étant pris en compte dans les études pilotes FATS) pour les EMN européennes, en fonction du pays étranger où elles se sont établies. Il serait utile, notamment pour les FATS sortantes, de trouver de nouvelles modalités de collecte de données, non seulement pour obtenir des chiffres cohérents, mais aussi pour alléger la charge qui pèse sur les entreprises;

b) Les FATS sont fondées sur le concept d'«unité institutionnelle de contrôle en dernière analyse» (UCI) qui détermine la chaîne de contrôle. Ce concept correspond à celui de «tête du groupe» employé dans les répertoires d'entreprises et peut inclure des personnes physiques. En anglais, «Affiliate» (filiale) est synonyme de «subsidiary» (répertoires d'entreprises et IAS). Autrement dit, il s'agit d'une unité contrôlée directement ou indirectement. La prise en compte des succursales s'effectue de la même manière que dans le cadre des répertoires d'entreprises;

c) Les FATS traitent aussi des coentreprises, qui jouent un rôle important notamment dans les plus petits pays. Les coentreprises peuvent également être isolées dans l'EGR. En second lieu, il peut aussi s'avérer intéressant d'obtenir des informations sur les propriétaires minoritaires de la tête du groupe.

Statistiques sur les investissements étrangers directs

a) Les statistiques de base sur les investissements étrangers directs (IED) reposent sur la notion d'intérêt durable, c'est-à-dire la propriété de 10 % ou plus du capital d'une société. On a besoin de connaître l'ensemble des éléments de la chaîne de contrôle en raison de l'utilisation d'un système regroupant l'ensemble des données (les investissements ultérieurs réalisés par les filiales devraient être pris en considération). L'attribution géographique de l'investissement s'effectue selon le principe du pays du propriétaire direct (données «first shot»), mais il est prévu d'établir d'autres statistiques en se référant aux notions de propriétaire effectif en dernière analyse et de filiale/entreprise affiliée bénéficiaire en dernière analyse. Les statistiques sur les investissements étrangers directs sont une source de données partielles sur la délocalisation internationale;

b) On procède généralement à des enquêtes statistiques pour recueillir les données nécessaires et les échantillons pour ces enquêtes sont constitués à partir de répertoires d'entreprises, ou de registres distincts sur les IED tenus par les BCN. L'EGR peut donc permettre d'améliorer les répertoires nationaux (et inversement); en outre, il pourrait conduire à une rationalisation du processus statistique au niveau national et à l'emploi d'un seul registre au lieu de deux registres se chevauchant.

Commerce international des groupes d'entreprises et commerce intragroupe

a) Des données extraites de l'EGR peuvent être utilisées pour établir de nouvelles statistiques sur un élément important uniquement en associant des informations de l'EGR à celles tirées du registre du commerce à l'aide de codes d'identification communs: la contribution au commerce international des EMN (nationales ou sous contrôle étranger), ainsi que des groupes composés exclusivement d'unités institutionnelles résidentes;

b) L'identification des EMN, notamment des unités situées à l'extérieur de l'UE, peut servir à étudier les échanges commerciaux intragroupe. Le système d'échantillonnage au niveau national peut également être amélioré en y ajoutant des informations sur les importateurs et les exportateurs.

Indicateurs relatifs à la science et à la technologie

31. Les enquêtes portant sur les unités de recherche-développement (R-D) peuvent être améliorées en partant du fait que ces unités appartiennent à une EMN. Le même principe s'applique aux variables relatives à la recherche-développement dans les FATS entrantes et sortantes. L'EGR peut également fournir des renseignements sur la localisation de la recherche-développement à l'échelon mondial, en fonction des codes d'activités des unités institutionnelles et d'autres caractéristiques, même si la qualité des données hors UE sera moins bonne.

Enquête sur les approvisionnements internationaux

32. Une enquête spéciale sur les approvisionnements internationaux est actuellement réalisée dans 13 États membres. Cette enquête est axée sur la relocalisation de la production de biens ou de services. Les bases d'enquête utilisées dans les statistiques sur le commerce des filiales étrangères seront employées pour cibler de manière plus précise la population des entreprises à prendre en compte dans l'enquête. L'exécution d'une enquête spéciale sur la mondialisation sera facilitée par la mise en place de l'EGR.

Balance des paiements et comptes nationaux

33. Les répertoires d'entreprises peuvent servir de base de sondage pour les enquêtes sur la balance des paiements et si l'on prend en compte le secteur institutionnel, le lien des statistiques de la balance des paiements avec les comptes nationaux s'en trouvera sensiblement renforcé. L'existence d'entités dites «à objet particulier ou entités spécialisées» (SPE), en l'occurrence des unités qui sont sous contrôle étranger et possèdent des filiales à l'étranger, qui ne produisent généralement aucun bien ou service et n'en font pas le commerce, et qui n'emploient aucun salarié ou seulement quelques-uns, a posé des problèmes pour diverses statistiques (sur les investissements étrangers directs, la balance des paiements et les comptes nationaux). L'EGR pourrait aider à repérer ces unités en normalisant les relations de contrôle, ainsi que, éventuellement, la classification de ces unités. Cette question devra être examinée de plus près avec les statisticiens chargés des domaines statistiques mentionnés ci-dessus.

Statistiques sur les PME

34. Aux termes de la recommandation 2003/361/EC de la Commission, les PME sont définies en fonction de leur taille, de leurs effectifs (moins de 250 personnes employées à plein temps), de leur chiffre d'affaires ou du total de leur bilan. Par ailleurs, les sociétés en question doivent être indépendantes et ne faire partie d'aucun groupe d'entreprises. S'il est fait abstraction de cette restriction dans les statistiques sur les PME, comme cela s'est déjà produit, les statistiques ne sont pas conformes à la définition recommandée. Il faudrait commencer à appliquer le critère de l'indépendance en tenant compte non seulement du groupe tronqué, mais aussi du groupe mondial tel qu'issu de l'EGR.

Risque de divulgation de données confidentielles

35. Pour replacer la question de la confidentialité dans le contexte européen et notamment pour protéger les données sur les PME, il est indispensable d'avoir une image complète des groupes d'entreprises. Un pays peut publier des données sur trois entreprises et juger qu'elles n'ont pas un caractère confidentiel. Toutefois, sur un marché ne comptant que trois fournisseurs, il se pourrait que deux des entreprises en question soient rattachées à un groupe d'entreprises étranger. Il se pourrait aussi que l'INS ignore l'existence de ce lien et publie les données. Il sera alors aisé pour le groupe coiffant ces entreprises d'obtenir des informations sur son concurrent. On peut en conclure que si la structure des groupes n'est pas exactement connue, la publication de données pourrait nuire aux entreprises qui seraient dès lors plus réticentes à participer à la collecte de données statistiques.
